

EDITORIAL



Par
Gwendal Rouillard
Premier secrétaire fédéral

La maîtrise de notre destin

Tout d'abord, je tiens à remercier chaleureusement tous les adhérents qui m'ont exprimé leur confiance lors du vote du 24 novembre. Désormais, les conditions politiques sont réunies pour mettre en œuvre le projet fédéral 2005/2008 et préparer les prochaines élections dans le Morbihan.

Depuis plusieurs mois, le Parti socialiste est confronté à de multiples pressions : attentes fortes de ses électeurs potentiels, critiques acerbes de ses adversaires, interrogations sceptiques des médias, doutes persistants des partenaires européens, etc. Dans ce contexte, la maîtrise de notre destin me paraît déterminante pour 2007.

A ce titre, il nous faut réunir trois éléments :

- **Incarner la force d'alternance** : les clivages entre le PS et l'UMP-UDF (sans oublier les extrêmes) doivent retrouver leur sens sur des enjeux majeurs tels l'emploi, l'éducation, l'habitat, l'environnement, les services publics ou encore la place de la France en Europe et dans le Monde.

La fragmentation de notre société appelle en effet une mobilisation d'ampleur : le développement des nouvelles pauvretés (cf familles monoparentales), le taux de suicide en Bretagne et le phénomène national de maltraitements illustrent en partie cette réalité. Dans notre Projet du Vivre ensemble, la question du lien social est donc centrale.

Elle induit de nouveaux partenariats entre l'Etat, les collectivités locales et les associations (sans réduire celles-ci au rôle de prestataire). Elle exige aussi l'augmentation des financements, à titre d'exemples, pour la Protection Judiciaire de la Jeunesse, les contrats de ville et les associations d'éducation populaire.

- **Piloter la stratégie de rassemblement à Gauche** : notre parti représente la colonne vertébrale de la Gauche, notamment au regard des résultats électoraux de 2004 (cantonales, régionales et européennes). Nous proposerons aux partis gouvernementaux un Projet et un contrat de mandature soumis à la discussion en 2006. Nous appellerons chacun d'entre eux à s'inscrire dans cette démarche de crédibilité et de complémentarité.

- **Désigner notre candidat fin 2006** : la date de désignation de notre candidat(e) à l'élection présidentielle a fait légitimement débat pendant le Congrès. Le maintien à la fin 2006 me semble positif pour une raison essentielle : protéger notre représentant(e) le plus longtemps possible des attaques qui seront décuplées dès sa désignation par les adhérent(e)s. Le parcours de François Mitterrand et la situation actuelle de Nicolas Sarkozy recèlent d'ailleurs quelques enseignements sur le sujet.

La politique culturelle de la Région Bretagne

Le Conseil régional, réuni en séance plénière les 24 et 25 novembre, a adopté le Projet culturel régional, présenté par Sylvie Robert - Vice-Présidente en charge de la culture. Voici les grandes lignes de cette politique déjà évoquées par Sylvie Robert lors de la 5^{ème} Université de rentrée de la Fédération à Berder, le 10 septembre dernier.

Développer la présence des artistes dans tous les territoires

La Région renforcera son soutien aux artistes et aux espaces artistiques, en accompagnant démarches et projets dans ces territoires. Objectif : développer leur présence dans le plus grand nombre de territoires de vie en Bretagne, favoriser les rencontres avec des populations plus nombreuses et diverses, placer les pratiques artistiques au cœur de l'espace public.

Transmettre le patrimoine écrit, graphique, oral, musical...

Le patrimoine régional (écrit, graphique, oral, musical, chorégraphique, photographique, audiovisuel) est riche et divers, mais trop souvent méconnu de la population. La Région soutiendra les principaux acteurs du patrimoine en Bretagne autour d'un objectif central : conserver ce patrimoine pour le transmettre et le diffuser. Une politique pour le patrimoine bâti sera présentée en 2006.

Favoriser la circulation des artistes, des projets, des œuvres

La Région favorisera la circula-

tion des artistes, des projets, des œuvres pour inscrire les démarches artistiques dans la durée. Toutes les initiatives développant le travail en



Sylvie Robert avait présenté l'esprit du projet culturel régional, à l'occasion de la 5^{ème} Université de rentrée de la Fédération à Berder, début septembre.

réseau, la mutualisation de moyens et d'outils, les rencontres entre artistes dans et hors de la Région seront encouragées.

Une dimension transversale de la culture

Cette politique culturelle se construira en lien avec les autres politiques de la Région (enseignement, économie,

transports, environnement...), pour ouvrir certains programmes à la culture et mener des actions communes : aides économiques aux industries culturelles, création d'un pass culture pour les lycéens, adoption d'agenda 21 dans les festivals bretons... Certaines actions sont engagées, d'autres sont à l'étude.

Une approche territoriale

La Bretagne possède un maillage dense d'institutions culturelles reconnues pour leur qualité, mais elle connaît aussi des disparités territoriales. Considérant la culture au cœur du développement des territoires, la Région apportera son soutien aux projets culturels menés dans les différents territoires bretons.

Pour en savoir plus sur la politique culturelle du Conseil régional, et notamment consulter le rapport de session présenté par Sylvie Robert, rendez-vous sur le site du Conseil régional :

www.region-bretagne.fr/CRB

Dans le cadre du Centenaire de la Loi de séparation des Eglises et de l'Etat,

Gwendal ROUILLARD - Premier secrétaire fédéral
Jean-Marc PAOUS - Responsable fédéral à la Laïcité
Alain L'HENORET - Secrétaire de la section de Lanester

vous invitent à une

Conférence-débat

le Jeudi 8 décembre 2005

à 20h30 à Lanester (Espace Jean Vilar)

sur le thème

“Quelle Laïcité en France et en Europe ?”

avec **François CHAPPE** - Historien à l'Université de Bretagne Sud
et **Bernard POIGNANT** - Député socialiste européen (Quimper)

Gwendal Rouillard réélu Premier secrétaire fédéral

Les adhérents de la Fédération étaient appelés à voter, jeudi 24 novembre, pour l'élection du Premier secrétaire national, du Premier secrétaire fédéral et de leur Secrétaire de section. Seuls candidats à leur poste respectif, François Hollande pour le Secrétariat national et Gwendal Rouillard pour le Secrétariat fédéral ont été reconduits. Voici les résultats du Morbihan.

Sections	Votants %	PREMIER SECRÉTAIRE NATIONAL				PREMIER SECRÉTAIRE FÉDÉRAL					
		Exp.	BI/Nuls	F.Hollande	Exp.	BI/Nuls	G.Rouillard				
ARRADON	84,62%	11	84,62%	0	0%	11	11	84,62%	0	0%	11
AURAY	86,36%	17	89,47%	2	10,53%	17	13	68,42%	6	31,58%	13
CAUDAN	100%	4	66,67%	2	33,33%	4	5	83,33%	1	16,67%	5
GOURIN	76,92%	9	90%	1	10%	9	8	80%	2	20%	8
GROIX	21,43%	3	100%	0	0%	3	3	100%	0	0%	3
GUÉMENE S/ SCORFF	58,33%	7	100%	0	0%	7	7	100%	0	0%	7
GUER	42,42%	9	64,29%	5	35,71%	9	8	57,14%	6	42,86%	8
HENNEBONT	88,46%	21	91,30%	2	8,7%	21	21	91,3%	2	8,7%	21
INZINZAC-LOCHRIST	48%	12	100%	0	0%	12	11	91,67%	1	8,33%	11
JOSSELIN	41,18%	7	100%	0	0%	7	7	100%	0	0%	7
LANESTER	86,05%	36	97,3%	1	2,7%	36	37	100%	0	0%	37
LANGUIDIC	53,85%	6	85,71%	1	14,29%	6	7	100%	0	0%	7
LARMOR-PLAGE	57,69%	13	86,67%	2	13,33%	13	14	93,33%	1	6,67%	14
LA ROCHE B.-MUZILLAC	73,33%	10	90,91%	1	9,09%	10	9	81,82%	2	18,18%	9
LE FAOUËT	50%	7	100%	0	0%	7	7	100%	0	0%	7
LORIENT	48,91%	89	98,89%	1	1,11%	89	86	95,56%	4	4,44%	86
PLOEMEUR	75%	24	88,89%	3	11,11%	24	24	88,89%	3	11,11%	24
PLOËRMEL	53,33%	8	100%	0	0%	8	8	100%	0	0%	8
PLUVIGNER	63,64%	7	100%	0	0%	7	7	100%	0	0%	7
PONTIVY	52,94%	18	100%	0	0%	18	17	94,44%	1	5,56%	17
PONT-SCORFF	100%	3	75%	1	25%	3	3	75%	1	25%	3
PORT-LOUIS	70,83%	17	100%	0	0%	17	17	100%	0	0%	17
QUESTEMBERT	50%	17	100%	0	0%	17	17	100%	0	0%	17
QUEVEN	50%	9	90%	1	10%	9	9	90%	1	10%	9
QUIBERON	73,33%	11	100%	0	0%	11	11	100%	0	0%	11
SAINT-AVE	62,96%	15	88,24%	2	11,76%	15	15	88,24%	2	12%	15
SARZEAU	86,67%	12	92,31%	1	7,69%	12	12	92,31%	1	7,69%	12
SENE	50%	5	83,33%	1	16,67%	5	6	100%	0	0%	6
VANNES	38,55%	30	93,75%	2	6,25%	30	32	100%	0	0%	32
TOTAL	57,82%	437	93,78%	29	6,22%	437	432	92,70%	34	7,30%	432

Pourquoi le NPS a choisi la synthèse et le rassemblement

Fidèles aux orientations données par les militants morbihannais du NPS, exprimées lors de l'assemblée générale de la motion au congrès départemental du Faouët, Bruno Troalen et moi-même avons porté au Congrès du Mans lors des réunions de motion, la volonté d'aller à la synthèse si nos idées pouvaient être reprises par la majorité.

Il ne s'agissait pas d'aller à la synthèse pour la synthèse, ni par principe de la refuser. Il était question de discuter avec la motion majoritaire sur le fond. La question européenne et celle de l'ordre public salarial étaient au cœur de nos priorités.

Ce qui figure dans la synthèse :

- l'ordre public salarial et notamment l'engagement d'un mouvement de hausse des salaires, par la négociation sociale et en cas de carence ou d'échec, par les instruments législatifs et réglementaires ; le retour sur la remise en cause de la RTT et notamment la révision du contingent d'heures supplémentaires, l'intervention de la puissance publique pour suspendre les licenciements boursiers quand ils sont avérés...

- la remise en cause du traité OMC
- en matière européenne : l'exigence d'un traité social ; la remise en cause du pacte de stabilité et de croissance et de l'indépendance de la BCE, la perspective budgétaire fédérale (emprunt, impôt européen) ; plan d'investissement pour les nouveaux Etats membres pour harmonisation et pour éviter les dumping fiscal et social ; le SMIC européen, la défense européenne autonome de l'OTAN, le respect du vote du 29 mai par engagement de non ratification du TCE par le futur président socialiste.

- sur le plan des institutions : le passage à une République nouvelle parlementaire, le mandat unique, l'équilibre des pouvoirs Parlement - Président - Gouvernement...

Certains camarades du NPS dont Arnaud Montebourg n'ont pas souhaité voter cette synthèse au motif que la 6^{ème} république n'y figurait pas. D'autres ont estimé que si la nouvelle orientation du parti n'était pas la copie de la motion NPS, elle intégrait dans le patrimoine commun des socialistes, des éléments que nous jugions prioritaires et utiles pour reconquérir notre base sociale. Battre la droite en 2007 nous anime tous... et le rassemblement des socialistes, autour d'une orientation offensive que les militants NPS ont participé à élaborer, rend possible la reconquête du pouvoir.

Emmanuelle Bénard

Les secrétaires de section du Morbihan

Le vote du 24 novembre était aussi l'occasion de (ré)élire les 29 secrétaires de section de la Fédération du Morbihan, dont voici la liste complète.

ARRADON	René LORENT
AURAY	Rémy DEMESLAY
CAUDAN	Serge PIOU
GOURIN	Robert ULLIAC
GROIX	Alexandre STEPHANT
GUÉMENÉ SUR SCORFF	Daniel OLLIVIER
GUER	Claudio JELCIC
HENNEBONT	Eric FROGER
INZINZAC-LOCHRIST	Yves PERAN
JOSSELIN	Yvan LE MEVEL
LANESTER	Alain L'HENORET
LANGUIDIC	Gérard PERESSE
LARMOR-PLAGE	Richard SOUBEIROUX
LAROCHE BERNARD/MUZILLAC	Geneviève NOBLET
LE FAOUËT	Pierre POULIQUEN
LORIENT	Laurent TONNERRE
PLOEMEUR	Myriam ROBIC
PLOËRMEL	Sohrab ROSTAM
PLUVIGNER	Robert LE METAYER
PONTIVY	Jean-Luc LE BELLER
PONT-SCORFF	Gildas TREMBERT
PORT-LOUIS	Nathalie LE MAGUERESSE
QUESTEMBERT	Allain MARTINEAU
QUEVEN	Vincent GRAGNIC
QUIBERON	René HERVE
SAINT-AVÉ	Thierry EVENO
SARZEAU	Guy TOUREAUX
SÉNÉ	Elisabeth CHEVALIER
VANNES	Nicolas LE QUINTREC

Les secrétaires de section ont désigné en leur sein - lundi 28 novembre - la liste des 14 secrétaires qui siègeront au Conseil fédéral (dernier tiers après les deux premiers tiers adoptés lors du Congrès départemental au Faouët) :

Au titre de la motion 1

Eric FROGER (Hennebont)
Alain L'HENORET - T (Lanester)
Jean-Luc LE BELLER - T (Pontivy)
Nathalie LE MAGUERESSE - T (Port-Louis)
Yvan LE MEVEL (Josselin)
Yves PERAN - T (Inzinzac-Lochrist)
Nicolas LE QUINTREC - T (Vannes)
Pierre POULIQUEN (Le Faouët)
Myriam ROBIC - T (Ploemeur)
Sohrab ROSTAM (Ploërmel)
Richard SOUBEIROUX - T (Larmor-Plage)
Laurent TONNERRE - T (Lorient)

Au titre de la motion 5

Gildas TREMBERT - T (Pont-Scorff)
Alexandre STEPHANT (Groix)
(T = Titulaire)

Les Maisons de la formation professionnelle

Dix-neuf des 21 pays bretons s'engagent dans la mise en place d'un réseau de "Maisons de la formation professionnelle", à partir des structures d'accueil existantes. Une initiative de la Région Bretagne pour favoriser l'accès de tous (jeunes et adultes, demandeurs d'emploi et salariés, travailleurs handicapés...) à la formation continue tout au long de la vie.

Cette initiative repose sur la mise en réseau des différents services d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement existants (ANPE, Missions locales, CIO...) à l'échelle de chaque pays. Toutes les structures qui s'engageront dans cette démarche deviendront des points d'accueil du réseau des Maisons de la formation professionnelle. Avec une double mission : apporter aux usagers une information généraliste de premier niveau (sur les formations, les aides possibles, la validation des acquis de l'expérience...) et assurer leur mise en relation avec une structure spécialiste, pour un accompagnement plus approfondi (mission locale pour les jeunes demandeurs d'emploi, CIO pour le public scolaire...). L'objectif est d'apporter un service plus efficace aux usagers. Dans ces points d'accueil, chacun bénéficiera d'un accueil personnalisé : une réponse immédiate

et une orientation vers d'autres structures si nécessaire.

Une mise en réseau des structures

La Région apportera les aides financières nécessaires pour permettre aux professionnels de ces structures de travailler en réseau afin d'apporter des réponses de qualité aux différents publics accueillis : aides à l'ingénierie de projets, professionnalisation des acteurs, construction d'outils pédagogiques, mise à niveau des équipements.

Un kit d'information pour le public

D'autre part, un kit d'information commun sur la formation professionnelle sera mis à disposition du public dans l'ensemble des structures partenaires du réseau MFP.

Une concertation locale sur les besoins de formation

Les Maisons de la formation professionnelle auront aussi pour mis-

sion de mieux cerner les besoins des personnes et des entreprises locales en matière de formation. L'objectif : favoriser une concertation à l'échelle des pays sur ces besoins de formation (besoins économiques, demandes des publics...), pour dégager les enjeux prioritaires pour le territoire dans ce domaine, sur la base d'un diagnostic partagé. Leur action doit permettre de renforcer la pertinence de l'action régionale en y intégrant davantage la dimension territoriale.

Lancement des premières MFP

La mise en place des premières maisons de la formation professionnelle entre en phase opérationnelle. Les premiers pays à s'engager sont le pays de Redon et de Vilaine (installation d'un comité de coordination locale "Maison de la formation professionnelle" qui pilotera le projet), le pays de Brocéliande et le pays du Centre-Ouest Bretagne.

Apprentissage à 14 ans : les Conseils régionaux et l'ARF réagissent

Suite à la proposition - dans l'urgence - du Premier ministre De Villepin de réouvrir l'apprentissage à 14 ans, les Régions se sont déclarées en premier lieu surprises de la méthode, puisqu'elles disposent, depuis les premières lois de décentralisation, de la compétence de droit commun sur l'apprentissage et le finance majoritairement. Elles ont par ailleurs exprimé leur désapprobation sur le fond en rappelant, sur le site de l'ARF, que "la prolongation de la scolarité de 14 à 16 ans a constitué un progrès social. Il convient aujourd'hui de traiter les questions de l'exclusion scolaire sans remettre en cause cet acquis. Compte tenu de leurs compétences, les régions sont totalement disponibles pour étudier avec l'Etat toutes les pistes permettant d'aider les jeunes les plus en difficulté à s'insérer dans la vie professionnelle. (...) Comment peut-on imaginer vider les lycées professionnels pour ouvrir l'apprentissage à 14 ans alors que chacun sait bien qu'une formation initiale de qualité est aujourd'hui la seule arme réelle pour l'égalité des chances tout au long de la vie ? (...) Les Régions s'opposent à cette idée de l'apprentissage à 14 ans qui remet en cause le principe de la scolarité obligatoire à 16 ans, reconnue aujourd'hui comme un minimum qu'il faudrait plutôt augmenter que réduire !"

M JS

7^{ème} Congrès du Mouvement des Jeunes Socialistes

9-10-11 décembre - Paris

Combattre en jeune socialiste

Motion B présentée par convergence réformistes

"L'homme libre est celui qui n'a pas peur d'aller jusqu'au bout de sa pensée" Léon Blum

Vouloir déposer un texte à ce congrès du MJS, c'est considérer que l'utilité de notre organisation résulte d'abord d'un débat idéologique de fond avant le temps du rassemblement. Il est nécessaire de clarifier notre ligne politique et pouvoir rebondir après les doutes de l'orientation majoritaire lors du référendum du 29 mai dernier. Ce texte correspond à l'expression d'un point de vue de la jeunesse socialiste, celui de la sociale démocratie, pro européenne, combattante, qui dénonce les dérives populistes et les erreurs fondamentales commises par le gouvernement ces derniers mois.

Nos fondamentaux du socialisme : Notre responsabilité de militant est claire, il nous faut préparer le changement par les réformes et offrir une vraie perspective aux jeunes de ce pays en repli, dans cette Europe en berne. **Le réformisme** consiste à préférer un petit pas à l'immobilité. C'est aussi comprendre la réalité pour mieux agir sur elle et la transformer. Notre méthode se résume par la sincérité, le franchise et l'éthique tant dans nos pratiques, afin de redonner confiance aux électeurs. **La démocratie**, fondement du "vivre ensemble", est en crise. Il faut la remettre au coeur de notre vie citoyenne en inventant de nouvelles formes de délibération collective avec l'association du maximum de citoyens à la décision politique. Enfin **le développement durable** qui, selon nous, devra prendre en compte la nécessaire protection de l'environnement

mais également assurer des conditions sociales décentes pour tous.

Quels combats militants pour l'alternative ?

Le 1^{er} combat des jeunes socialistes doit rester l'instauration d'une **Europe sociale** qui garantit à chacun une protection sociale et des conditions de travail égales, légiférées par un code du travail européen. Le 2nd, est un combat démocratique, celui de la **société des éducations**, avec notamment la création d'un service public de la petite enfance, le renforcement de l'éducation populaire mise en danger par la droite et la mise en place d'un système de crédits formation tout au long de la vie. Pour se faire, il est primordial que les missions de service public soient axées sur 3 points : accessibilité, gratuité et non discrimination. Quand bien

même les sociétés occidentales sont désormais indubitablement régies par le capitalisme financier et mondialisé, l'intérêt général et le développement sociale et solidaire doivent rester notre priorité.

Faire du MJS un véritable acteur de la Gauche :

Si nous voulons faire du MJS un véritable laboratoire d'idée, il faudra renforcer la place de l'adhérent en se tournant davantage vers la société civile (associations, syndicats). La formation des adhérents devra être plus ambitieuse, afin de mieux se préparer aux échéances de 2007. Enfin, la lutte contre l'extrême droite doit être la priorité du MJS.

Annaïg-Sklaërenn Le Moël,
militante MJS 56 et représentante régionale de la motion B
Convref56@yahoo.fr

UTOPIA



Jean-Luc Martin invite les personnes intéressées par les idées qu'il a défendues au nom d'Utopia et qui souhaitent

continuer cette réflexion, à le contacter au 06 85 57 28 10.

Le Congrès du MJS sur Internet

Motion C :

www.redonnonslespoir.org

Erasmus :

<http://erasme.blogs.com/>

Utopia : www.utopia-terre.org

Gauche socialiste :

www.lateteagauche.org

Justice :

www.justicemjs.canalblog.com

Motion B :

<http://combattreenmjs.free.fr>

Convergence réformistes :

<http://convref.free.fr>

Motion A :

Nouvelle gauche :

www.nouvellegauche.com

Alternative socialiste :

www.alternativesocialiste.fr

Premier secrétaire fédéral

Jeudi 1^{er} décembre - Lorient
Colloque sur les Droits de l'enfant

Samedi 3 décembre - Ploërmel
AG de Démocratie et Projets 56

Mercredi 7 décembre - Vannes
Conseil fédéral

Jeudi 8 décembre - Lanester
Conférence-débat sur la Laïcité

Vendredi 9 décembre - Lorient
Assises régionales de la Pêche

Samedi 10 / 13 décembre - Liban
Déplacement à Beyrouth avec la Fondation Jean Jaurès

Jeudi 15 décembre - Lorient
Accueil des nouveaux adhérents

Actualité

Dans les vieux pots, on refait la même tambouille

Profitant de l'engouement des Français pour la sécurité après les conflits dans les banlieues, la droite se replonge avec délices dans ses phantasmes sécuritaires en essayant de nous vendre une nouvelle mouture de la loi anti-casseurs de sinistre mémoire. Pour lutter contre les "violences en groupe", Nicolas Sarkozy nous prépare un remake de la loi de 1970 qui permettait d'embastiller toute personne présente, volontairement ou involontairement, dans une manifestation. L'application de cette loi avec ses dérives a très largement montré que, sous le prétexte de la défense de l'ordre public, c'était aux libertés individuelles que l'on s'attaquait.

Après trois semaines de violences urbaines, la droite la plus dure espère que nos compatriotes vont accepter un tour de vis sécuritaire et que le moment est propice pour Nicolas Sarkozy d'avancer ses pions dans la perspective des élections présidentielles. Pour ne pas s'arrêter en si bon chemin, le petit Nicolas songe à remettre en cause l'ordonnance de 1945 sur les mineurs et la délinquance juvénile. Pour caresser dans le sens du poil la frange la plus réactionnaire de notre pays qui ne rêve que de retour aux maisons de correction, aux bataillons disciplinaires et pourquoi pas au bagnon pendant que nous y sommes, la droite montre bien que, comme à son habitude, l'ennemi c'est la jeunesse.

Certes on ne peut pas excuser les débordements enregistrés dans nos banlieues par de nombreux jeunes issus de l'immigration, mais encore faut-il comprendre les raisons de ces débordements. L'Etat se doit de défendre l'ordre public, mais il doit aussi traiter les citoyens sur un pied d'égalité. Pensez-vous vraiment que tous les Français sont égaux en droit aux yeux de l'Etat ? La politique du tout répressif, telle que la souhaite Nicolas Sarkozy et ses amis, si elle devait être mise en place, n'apporterait aucune solution durable à la crise des banlieues et à ses habitants.

Le Cormoran

Impressions du Congrès du Mans

Comme "grand messe" on ne fit pas mieux, tout fut orchestré de la meilleure façon par les camarades

de la Sarthe et les permanents de la rue de Solférino : petit sac publicitaire le vendredi à l'entrée et pot de rillettes en partant le dimanche, sans doute pour marquer la synthèse !

De nombreux stands à l'entrée vantant toutes les facettes du parti, associations parallèles, groupes de réflexion, MJS, etc, accueillait le congressiste avec un service d'ordre efficace ; enfin, tout pour faire un congrès réussi.

La délégation morbihannaise d'une vingtaine de personnes, comme les autres de Bretagne, était au fond de la salle, derrière le podium des micros et caméras, ce qui fait qu'on ne vit pas beaucoup le spectacle (car c'en était bien un), si ce n'est par le moyen d'un écran géant.

Il se dit que l'emplacement des délégations dépend de l'importance en nombre d'adhérents de chacune, ce n'est pas encore au prochain congrès que la notre sera devant. Question spectacle, ce fut surprenant !

Pendant que les orateurs vantaient leurs qualités personnelles ou leurs motions, les éléphants et éléphanteaux du parti n'avaient qu'une obsession, traquer le journaliste ou la camera qui passaient près d'eux.

a en devenant indécrot et irrespectueux pour les orateurs d'autant plus que, ce faisant, les dits éléphants ou apprentis-éléphants ignoraient superbement le commun des délégués, juste bons à voter le dernier jour, à faire la claque ou à siffler.

Autant dire qu'en dehors des ténors, pas grand monde ne s'écoutait et pourtant il y eut de très intéressantes interventions.

Un congrès politiquement intéressant
Les interventions situèrent bien les problématiques en cours, les enjeux à venir, les difficultés à surmonter, les méthodes de travail qu'il nous faudra nous appliquer, nos difficultés internes inhérentes à un parti démocratique et l'idée de synthèse ou pas

entre les motions. Dans les débats, tout fut abordé : la crise des banlieues, l'Europe, nos relations avec les autres partis de gauche, la laïcité, la parité, etc... Chaque motion était traversée entre les partisans de cette synthèse et ses opposants, chaque argument était recevable ; car, en fin de compte, la forme du rassemblement de tous les socialistes sous la forme de cette synthèse fut le "Grand débat" du congrès. François Hollande déclara nette-

ment que "55% des socialistes portant un projet c'est bien, mais 100% c'est mieux". La voie était tracée, le rassemblement souhaité se ferait ainsi mais sur l'axe défini par le texte de la motion 1 majoritaire.

De ce fait lorsque la synthèse fut connue, il y eut bien quelques réactions diverses mais lors du vote des



La délégation morbihannaise, lors du discours de François Hollande, le dimanche matin.



Poul Nyrup Rasmussen - Président du Parti Socialiste Européen - lors de son intervention à la tribune.



Le parterre des délégués fédéraux lors du vote sur la synthèse.

délégués ce furent près de 600 suffrages pour et une infime partie contre ou en abstention.

Pouvait-on ne pas faire la synthèse ?

Personnellement favorable à cette issue, je pense qu'on ne devait pas quitter ce congrès sans l'avoir réalisée.

François Hollande l'a répété plusieurs fois, si on ne doit rien oublier du passé et des comportements, seules les échéances de 2007 doivent être désormais la base de toutes nos réflexions et actions.

Vu la politique de plus en plus à "droite" du président de l'UMP, le parti socialiste est la seule force politique capable de la battre et cela demande une union sans faille du parti, bâtie sur un projet clair qui est celui issu de la motion majoritaire, amendée quelque peu des éléments apportés par les camarades des autres motions.

L'objectif de la synthèse était bien là et je l'approuve sans réserve.

Guy Toureaux

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan



Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Espace "Fédération" du site Internet : www.parti-socialiste.fr/federation.php